

Abdelmadjid Attar, ministre de l'Énergie, à El Watan : «L'après-pétrole se décide aujourd'hui»

SAID RABIA

27 DÉCEMBRE 2020 À 11 H 01 MIN

Le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar, diagnostique les ratés des politiques appliquées au secteur de l'énergie depuis des années. Il précise le cap que doit prendre le pays pour s'extirper de sa dépendance vis-à-vis des hydrocarbures. M. Attar estime que l'absence de visibilité dans le secteur des hydrocarbures vient du fait aussi bien des modifications successives des lois pétrolières sans regard sur les mutations mondiales que des retards pris en matière de publication des textes d'application. Stratégie du secteur de l'énergie, les énergies renouvelables, les ratés dans la pétrochimie, Desertec et l'Opep, le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar, dit tout à *El Watan*. Il souligne et explique surtout comment «*l'Algérie n'a jamais eu de politique ou de stratégie énergétique*». Il esquisse les contours de celle qui est en train de se mettre en place. Abdelmadjid Attar donne d'importantes précisions sur Desertec et le cap que doit prendre le pays pour sortir du «tout-pétrole».

– Monsieur le ministre, vous avez fait, la semaine dernière, une déclaration qui a fait polémique : *l'Algérie n'a pas de politique énergétique claire. Où peut-on situer ce manque de clarté ?*

Je tiens à préciser que quand j'ai affirmé cela, ça ne voulait pas dire qu'il n'y a jamais eu de politique ou de stratégie énergétique, et pour comprendre tout cela, il faut revenir un peu en arrière dans le temps.

Au contraire, il y en a eu au cours des années 1960 et 1970, basées sur le développement des ressources et surtout leur valorisation en aval, en plus d'une politique d'exportation basée sur la conquête et la préservation de marchés, ainsi que l'approvisionnement du marché national. C'est au cours des décennies qui ont suivi que la mise à niveau ou l'adaptation des politiques et stratégies n'a pas suivi, alors que le contexte mondial tant énergétique qu'économique a commencé à évoluer et muter très rapidement.

La seule initiative prise, qui n'est pas en soi une stratégie au sens large, est celle qui a consisté à adapter en 1986 puis en 1991 la loi pétrolière pour redémarrer les activités en amont, afin de renouveler les réserves en hydrocarbures, ce qui a permis de les renouveler effectivement au cours des années 1990 pourtant difficiles.

Entre-temps et par manque de ressources financières, il faut reconnaître que nous avons négligé le secteur aval, et la pression de la dépendance de notre économie de la rente pétrolière a commencé à prendre le dessus. Je ne parlerai pas de la décennie 1990 au cours de laquelle la bataille pour la survie du pays primait avant tout.

Les deux décennies qui ont suivi sont venues aggraver cette dépendance, alors que la rente s'est améliorée et même devenue plus que satisfaisante. On s'est contenté certes d'améliorer la couverture des besoins énergétiques intérieurs, mais sans un regard attentif sur un monde qui a accéléré sa mutation énergétique dès le début des années 2000.

C'est ce qui a amené notre pays aujourd'hui à dépendre toujours de cette rente, à être énergivore, consommant plus que la moitié de sa production d'hydrocarbures, souvent sans aucune production de plus-value, avec des capacités de production d'électricité conventionnelle (gaz naturel) de 22 000 MW, dont seuls 15 à 16 000 sont utilisés en période de pointe.

En plus de cela, le plan de développement de Sonelgaz comporte un engagement validé de 15 000 MW en conventionnel (gaz) sur la période 2019-2029, alors que la CREG n'évalue le besoin global supplémentaire qu'à hauteur de 5500 MW en cycle combiné à l'horizon 2028 !

Inutile de rappeler le programme 2011 des 22 000 MW en ENR à l'horizon 2030, puis récemment ramené à 15 000 MW à l'horizon 2035, mais dont nous n'avons réalisé au jour d'aujourd'hui que moins de 400 MW. Où est la stratégie énergétique dans ce domaine ?

Sans citer bien d'autres détails et paramètres sur le secteur de l'énergie, je suis amené à dire que s'il y avait eu au moins une adaptation continue des anciennes stratégies, on n'en serait pas là.

Il n'est cependant pas trop tard pour peu qu'on se ressaisisse, et c'est ce que nos deux ministères, celui de l'Energie, et celui de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, s'attellent à faire.

Nous avons pour mission, à travers la définition d'un vrai modèle de consommation énergétique qui n'a jamais existé, l'accélération de l'usage des énergies renouvelables, l'économie d'énergie, et l'accompagnement de cette transition par un renouvellement, une exploitation et une meilleure valorisation de nos ressources en hydrocarbures.

– L'absence de visibilité fait fuir les partenaires et les investisseurs, ce qui pénalise sévèrement le secteur des hydrocarbures qui constitue presque l'unique source de revenus pour l'économie nationale. Jusqu'à quand le pays va-t-il continuer à naviguer à vue ?

L'absence de visibilité dans le secteur des hydrocarbures vient du fait aussi bien des modifications successives des lois pétrolières sans regard sur les mutations mondiales, que je viens de citer, que des retards pris en matière de publications des textes d'application des lois, ainsi que l'amélioration du climat des affaires (bureaucratie) qui est un paramètre fondamental.

Mais il ne faut pas non plus oublier que la crise économique et pétrolière (chute du baril) depuis 2014, ainsi que la pandémie de 2020, ont aussi énormément affecté le secteur des hydrocarbures.

Nos faiblesses ont été plus que jamais mises à nu, et par conséquent, ce qu'il y a lieu de faire en urgence, c'est commencer par un état des lieux transparent et l'établissement d'une stratégie comportant deux étapes essentielles :

– Des actions à court terme pour faire face aux impacts de la crise économique et son aggravation par la pandémie. Pour le secteur de l'Énergie, elles consistent en premier à maintenir les capacités de production d'hydrocarbures et celles de l'énergie (électricité et gaz naturel) pour le marché intérieur avec un effort particulier envers les usages producteurs de nouvelles richesses et d'emplois.

Elles sont aussi concentrées sur la préparation de la mise en œuvre de la nouvelle loi 19-13 sur les hydrocarbures, dont 28 textes d'application sur 38 ont pu être finalisés en moins de 6 mois, l'objectif étant de développer le partenariat en amont et en aval dès 2021.

– Des actions visant le long terme, en collaboration avec le ministère de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables, pour assurer la sécurité énergétique du pays, mais cette fois-ci à travers un vrai modèle de consommation énergétique basé sur les énergies renouvelables et l'économie d'énergie.

C'est la priorité, mais comme les hydrocarbures seront encore nécessaires pendant des décennies, surtout le gaz naturel, nous devons non seulement renouveler nos réserves, mais aussi en améliorer leur exploitation, et de plus en plus leur transformation, en rattrapant le retard dans le domaine de la pétrochimie.

– Des actions en matière d'adaptation de l'organisation des activités énergétiques aux défis présents et futurs, aux mutations et aux progrès technologiques à travers le monde.

– Depuis plusieurs années, on parle de l'après-pétrole, de la nécessité et surtout de l'urgence d'aller vers les énergies renouvelables, le solaire, l'éolien, etc. Il y a une année, on a remis au goût du jour Desertec. Dès votre arrivée, vous avez déclaré que le projet ne vous emballa pas. Quelles sont les alternatives qui se présentent aujourd'hui pour l'Algérie pour aller dans cette voie et réussir la transition énergétique ?

Ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit ! Desertec était une simple association vers 2009-2010 constituée de plusieurs sociétés, porteuses d'un projet ENR très ambitieux pour l'ensemble du MENA (Moyen-Orient & Afrique du Nord). Même Sonelgaz a fait partie de cet organisme vers 2010.

Desertec a tenté de proposer son concept avec des solutions basées surtout sur le procédé ou technologie CSP (Concentrated solar power) aux pays concernés des années durant sans résultat. Elle a été dissoute vers 2014 et remplacée par l'initiative «Dii Desert Energy» qui correspond à un forum qui n'est pas endossé par l'Allemagne, comme pourraient le croire certains.

Il est constitué de plusieurs sociétés, est basé à Dubai et propose des études et du conseil depuis 2015 aux pays concernés toujours dans le domaine des ENR.

Par contre, nous avons avec l'Allemagne un partenariat énergétique, dont la déclaration commune d'intention a été signée en mars 2015, en marge du dialogue de Berlin sur la transition énergétique.

Advertisements

Nos deux pays ont convenu, en mai 2015, de créer un groupe de pilotage de haut niveau qui devait notamment travailler sur le développement et l'intégration du réseau des énergies renouvelables avec l'amélioration de l'efficacité énergétique dans l'industrie.

Cette coopération a d'ailleurs abouti à la réalisation de plusieurs études dont le «Grid Code» entre 2018 et 2019 pour fixer entre autres les règles de raccordement des ENR au réseau de transport d'électricité, concrétisés par un arrêté ministériel.

D'autres travaux ont suivi aussi et sont en cours sur le modèle de planification de l'énergie à l'horizon 2050, le concept d'économie d'énergie, et la formation, ce qui a permis de renforcer la coopération déjà existante, même si elle a été ralentie par la pandémie. C'est un bel exemple de coopération, mais il fallait aussi le compléter par du concret en matière d'investissement sur la production d'énergie renouvelable.

Or, sur le terrain en matière de réalisations concrètes, l'Algérie a suivi toute seule presque le même parcours depuis 2011 avec d'abord un projet de 22 000 MW à l'horizon 2030, lui aussi basé beaucoup plus sur le CSP et un peu de PV et d'éolien. En 2015, on constate que le PV est moins cher et on modifie le programme en optant pour plus de PV sans rien réaliser ou presque (moins de 400 MW).

Le programme est de nouveau revu à la baisse en 2019 avec un objectif de 4000 MW à l'horizon 2024 et 15 000 MW à l'horizon 2035. Malgré le lancement d'un appel d'offres pour une première tranche de 150 MW en juin 2019, le résultat est insignifiant avec seulement 50 MW de retenus, mais non démarrés à ce jour.

Voilà pourquoi au lieu de vouloir revenir 10 ans en arrière, alors que les technologies, les stratégies et les modèles de consommation énergétique ont énormément évolué, nous devons passer à la vitesse supérieure dans ce domaine, et je pense personnellement que le gouvernement algérien a maintenant pris conscience plus que jamais de la nécessité et l'urgence d'aller dans ce sens.

La création d'un ministère de la Transition énergétique et des Energies renouvelables décidée par le président de la République en est la meilleure preuve.

Il faut maintenant se mettre au travail pour mettre en œuvre notre propre stratégie, sur des projets concrets, avec nos moyens quand ils existent, ou en partenariat avec celui ou ceux qui veulent le faire gagnant-gagnant, sans chercher à regarder en arrière, parce que les politiques ou les stratégies en matière de transition énergétique doivent aussi être adaptées à nos ressources, nos moyens et nos besoins.

– Quels sont les délais, selon vous, pour sortir du tout-pétrole, d'autant plus que la demande et les besoins nationaux en matière énergétique sont en augmentation constante ?

N'importe quel spécialiste ou expert vous dira qu'il faut mettre en œuvre une transition économique qui va nécessiter aussi du temps, beaucoup d'investissements, et bien sûr un climat d'affaires assaini et apuré de toute entrave bureaucratique.

C'est par conséquent une transition qui aura toujours besoin de rente sur une ou deux décennies, mais volontairement en régression continue, et bien sûr la disponibilité des ressources énergétiques nécessaires. C'est là que notre secteur est appelé à jouer un rôle important :

– En amont du secteur énergie (hydrocarbures), en prolongeant la durée de vie de nos réserves, leur exploitation optimale qui devra être suivie le plus rapidement par plus de transformation en aval (pétrochimie).

– En aval du secteur aussi, garantir l'accès à l'énergie aux citoyens et surtout prioriser dans l'immédiat la consommation énergétique productrice de plus-value et d'emplois. Il faut tout de suite préciser que le secteur des hydrocarbures ne crée pas beaucoup d'emplois en amont, par contre il peut le faire en aval et surtout de façon indirecte, si celui-ci est suivi par un tissu de PME/PMI.

– Parallèlement, et en collaboration avec le secteur Transition énergétique et Energies renouvelables, garantir à l'avenir la sécurité énergétique du pays avec un mix énergétique qui suppose déjà la mise en place d'un nouveau modèle de consommation énergétique, le tout basé aussi sur une nouvelle activité industrielle (ENR) créatrice d'emplois également, et d'économie de gaz naturel au profit des générations futures. C'est l'objectif de nos deux secteurs.

– Pour rentabiliser de la meilleure manière qui soit notre ressource, vous avez parlé de la nécessité de développer la pétrochimie. L'Algérie, qui n'a pas manqué d'idées en la matière dès les années 1970, a échoué lamentablement à mettre en place cette industrie. Le dernier contrat signé avec Total, un projet d'un complexe pétrochimique (polypropène) d'un milliard et demi de dollars à Arzew, annoncé en grande pompe en 2018, ne donne pas l'air de se concrétiser. Pourquoi ces échecs, et où en est-on aujourd'hui ?

Vous avez raison de dire que nous avons enregistré beaucoup de retard dans ce domaine, et les principaux motifs sont déjà énumérés à travers le bref historique que je viens de faire plus haut.

En dehors du GNL qu'on ne peut pas considérer comme de la pétrochimie, puisque l'objectif était de diversifier et renforcer nos positions sur les marchés gaziers, il n'y a eu que 7 projets réalisés pour valoriser environ 5 milliards de mètres cubes de gaz par Sonatrach seule ou en partenariat, 4,6 milliards de dollars en capex, 1,1 milliard de dollars en exportation et 3000 emplois. Mais sans extension réelle en aval pour créer un tissu de PME-PMI, à l'image de certains pays comme la Malaisie par exemple.

Certes, ni les ressources ni les idées n'ont manqué, mais il faut quand même préciser qu'il s'agit d'un secteur très capitalistique qui nécessite des dizaines de milliards de dollars à investir, une parfaite maîtrise des technologies nécessaires et une bonne position sur les marchés externes. D'où les hésitations surtout en matière de partenariat. Le portefeuille projets actuel de Sonatrach est pourtant très important, puisqu'il ne comporte pas moins de 8 projets (non compris les phosphates) pour un investissement de 16 à 21 milliards de dollars en fonction de certaines options pour le méthanol.

Il va falloir y aller le plus rapidement possible, non seulement parce que les plus-values à gagner sont importantes, mais aussi parce que dans un peu plus d'une décennie, une part de plus en plus importante des hydrocarbures liquides surtout sera destinée à l'industrie pétrochimique et non au transport, comme c'est le cas aujourd'hui.

Sur ces 8 projets, 4 sont dans un état d'avancement satisfaisant avec les études du FEED en cours. Deux d'entre eux à Arzew et Skikda (méthanol et LAB) sont en effort propre Sonatrach pour environ un milliard de dollars d'investissement.

Les deux autres, pour la déshydrogénation du propane et la production de polypropylène, le premier à Arzew en partenariat avec Total avec un investissement de 1,4 milliard de dollars, et le deuxième en Turquie avec la Société Ronensans et un investissement de 1,2 milliard de dollars. Le cinquième projet à Skikda avec la société sud-coréenne Daelim et un investissement de 5,4 milliards de dollars est en début de négociation. Les 3 autres projets nécessitant pas moins de 8 milliards de dollars sont en phase de maturation et de recherche de partenariat.

– Les pays de l'OPEP+ examineront, le 4 janvier prochain, la situation du marché pétrolier mondial pour prendre la décision d'augmentation de la production, si les prix se stabiliseraient ou dépasseraient 50 dollars le baril. Pensez-vous qu'il est possible de préserver pour longtemps un juste équilibre entre l'offre et la demande pour éviter le scénario du dernier choc qui a vu les prix du pétrole descendre au plus bas ?

Jusqu'à la dernière conférence OPEP et OPEP+ le 12 décembre 2020, il faut reconnaître que le prix du baril n'a pu être stabilisé que grâce à la parfaite coopération de tous ses membres, et le respect des quotas de production à hauteur de 100%, malgré quelques écarts dont la compensation a eu lieu ou doit avoir lieu au fur et à mesure par les pays concernés.

Nous avons aussi évité d'augmenter la production de 2 millions de barils/jour à compter du 1^{er} janvier 2021, et c'est ce qui a permis de préserver le prix avec même une légère augmentation au-delà de 50 dollars le baril.

Cette stabilité est en ce moment légèrement affectée par les incertitudes qui pèsent sur la mutation du virus Covid-19 et la réussite des vaccinations dans le monde, qui ont même entraîné un renforcement des confinements, mais aussi par une faible demande de pétrole en général en début d'année.

C'est la raison pour laquelle nous devons rester prudents au cours de la prochaine réunion du JMMC (comité ministériel de suivi du marché) le 4 janvier.

De toutes les façons nous avons convenu de ne pas augmenter la production OPEP+ de plus de 500 000 barils/jour, et c'est la position que nous défendrons dans l'intérêt de tous les producteurs, car il faudra encore plusieurs mois pour qu'il y ait un démarrage significatif de la mobilité et de la demande pétrolière dans le monde.